

5 05LH 266 / 18

6112-5

(1965)

A

V. D. 6111-5 : Gestion par la S.N.C.F.
des emprunts émis par les anciens
- Réseaux (décision de principe)

Gestion par la S.N.C.F. des emprunts émis à l'étranger
par les anciens Réseaux
(application de la décision de
principe indiquée en référence)

Lettre S.N.C.F. à MM. de ROTHSCHILD	26. 5.45
Lettre S.N.C.F. à la Bque MORGAN	26. 5.45

6112-5

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Le Président
du Conseil d'Administration

Paris, le 26 mai 1945

Service de la
Comptabilité Générale
et des Finances
--

C O P I E

Messieurs,

D 612/27

J'ai l'honneur de vous confirmer les modifications intervenues dans le statut des emprunts :

P.O. 4 % et Midi 4 % sterling émis en Angleterre, modifications dont vous ont déjà fait part les Compagnies du P.O. et du Midi émettrices de ces emprunts.

Ainsi que lui en était reconnue la faculté par l'article 30, alinéa 2, de la Convention du 31 août 1937 entre l'Etat et les Grandes Compagnies de Chemin de fer, la S.N.C.F. assure, depuis le 1er janvier 1943, la gestion et le service des emprunts émis par les Compagnies du Nord, de l'Est, de Paris à Orléans, de Paris à Lyon et à la Méditerranée et du Midi avant le 1er janvier 1938. emprunts parmi lesquels figurent ceux que vise la présente lettre.

D'autre part, la loi du 30 novembre 1941, interprétant la Convention du 31 août 1937, a précisé, dans son article 2, que la S.N.C.F. était seule débitrice à l'égard des porteurs de tous les titres d'emprunt émis par les Compagnies susvisées.

En conséquence, nous aurons à régler directement avec votre Etablissement toutes questions relatives aux emprunts susvisés. Les comptes afférents au service de ces emprunts, tenus dans vos écritures, seront transférés au nom de la S.N.C.F.

Il en sera de même du compte ouvert, dans vos écritures, sous la rubrique "Compagnie des Chemins de fer du Midi", que cette Compagnie nous a spécialement transféré, comme indiqué dans sa lettre en date du 7 mai 1945.

Vous voudrez bien trouver ci-joint copie des textes cités.

En vous exprimant le souhait que les circonstances nous permettent de reprendre très prochainement le service des emprunts en cause, je vous prie d'agréer, Messieurs, l'assurance de notre considération distinguée.

Le Président du Conseil d'Administration,

Signé: FOURNIER.

Messieurs MORGAN GRENFELL and Co - LONDRES -

CONVENTION DU 31 AOUT 1937 - Art. 30

.....

Art. 30.- Jusqu'à l'expiration de leurs concessions respectives, les Compagnies du Nord, de l'Est, de Paris à Orléans, de Paris à Lyon et à la Méditerranée et du Midi assureront la gestion et le service des emprunts émis par elles ou par le Syndicat de Grande Ceinture avant le 1er janvier 1938, soit pour leur compte, soit pour celui de l'Etat.

Toutefois, à partir du 1er janvier 1943, la Société Nationale pourra, au 1er janvier de chaque année, et moyennant un préavis d'un an, prendre la gestion et le service desdits emprunts.

.....

LOI DU 30 NOVEMBRE 1941 - art. 2

.....

Art. 2.- Les titres d'emprunts de la Société Nationale des Chemins de fer français sont exonérés de tous impôts et taxes sur les valeurs mobilières lorsqu'ils sont détenus par les Compagnies du Nord, de l'Est, de Paris à Orléans, de Paris à Lyon et à la Méditerranée et du Midi.

Les titres émis par les Compagnies susvisées dans l'intérêt de l'exploitation du chemin de fer, titres dont la Société Nationale est seule débitrice à l'égard des porteurs par application de la Convention du 31 août 1937, bénéficient de la même exonération lorsqu'ils sont détenus par la Compagnie émettrice.

.....

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Le Président
du Conseil d'Administration

Service de la Comptabilité
Générale et des Finances

C O P I E

Paris, le 26 mai 1945

D. 612/62

Messieurs,

J'ai l'honneur de vous confirmer les modifications intervenues dans le statut de l'emprunt :

Nord 8 % sterling émis en Angleterre
modifications dont vous a déjà fait part la Compagnie du Nord émettrice de cet emprunt.

Ainsi que lui en était reconnue la faculté par l'article 30, alinéa 2, de la Convention du 31 août 1937 entre l'Etat et les grandes Compagnies de Chemin de fer, la S.N.C.F. assure, depuis le 1er janvier 1943, la gestion et le service des emprunts émis par les Compagnies du Nord, de l'Est, de Paris à Orléans, de Paris à Lyon et à la Méditerranée et du Midi avant le 1er janvier 1938, emprunts parmi lesquels figure celui que vise la présente lettre.

D'autre part, la loi du 30 novembre 1941, interprétant la Convention du 31 août 1937, a précisé, dans son article 2, que la S.N.C.F. était seule débitrice à l'égard des porteurs de tous les titres d'emprunt émis par les Compagnies susvisées.

En conséquence, nous aurons à régler directement avec votre Etablissement toutes questions relatives à l'emprunt susvisé. Les comptes afférents au service de cet emprunt, tenus dans vos écritures, seront transférés au nom de la S.N.C.F.

Vous voudrez bien trouver ci-joint copie des textes cités.

En vous exprimant le souhait que les circonstances nous permettent de reprendre très prochainement le service de l'emprunt en cause, je vous prie d'agréer, Messieurs, l'assurance de notre considération distinguée.

Le Président du Conseil d'Administration,

Signé : FOURNIER.

Messieurs ROTHSCHILD and sons

CONVENTION DU 31 AOUT 1937 - Art. 30

.....

Art. 30.- Jusqu'à l'expiration de leurs concessions respectives, les Compagnies du Nord, de l'Est, de Paris à Orléans, de Paris à Lyon et à la Méditerranée et du Midi assureront la gestion et le service des emprunts émis par elles ou par le Syndicat de Grande Ceinture avant le 1er janvier 1938, soit pour leur compte, soit pour celui de l'Etat.

Toutefois, à partir du 1er janvier 1943, la Société Nationale pourra, au 1er janvier de chaque année, et moyennant un préavis d'un an, prendre la gestion et le service desdits emprunts.

.....

LOI DU 30 NOVEMBRE 1941 - art. 2

.....

Art. 2.- Les titres d'emprunts de la Société Nationale des Chemins de fer français sont exonérés de tous impôts et taxes sur les valeurs mobilières lorsqu'ils sont détenus par les Compagnies du Nord, de l'Est, de Paris à Orléans, de Paris à Lyon et à la Méditerranée et du Midi.

Les titres émis par les Compagnies susvisées dans l'intérêt de l'exploitation du chemin de fer, titres dont la Société Nationale est seule débitrice à l'égard des porteurs par application de la Convention du 31 août 1937, bénéficient de la même exonération lorsqu'ils sont détenus par la Compagnie émettrice.

.....